

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 11/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



APROCHIM SA

ZI La Promenade
BP 13
53290 GREZ EN BOUERE

Références : SRNT-2022-0518
Code AIOT : 0006301051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2022 dans l'établissement APROCHIM SA implanté ZI La Promenade BP 13 53290 GREZ EN BOUERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme de contrôle a minima annuel des établissements prioritaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APROCHIM SA
- ZI La Promenade BP 13 53290 GREZ EN BOUERE
- Code AIOT : 0006301051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Icd : Oui

La société APROCHIM exploite à GREZ-EN-BOUERE depuis 1990 environ, un centre de traitement de déchets contaminés aux PCB. L'activité consiste en la réception de transformateurs contenant de l'huile avec une teneur en PCB > à 50 ppm, ainsi que des déchets souillés aux PCB. Après ouverture des transformateurs, l'huile est récupérée. Une déchloreuse permet de traiter des huiles contaminées. Certaines parties sont broyées afin de séparer les fractions valorisables (local broyeur). Une visite a été faite des zones de stockages extérieurs et des principaux halls du site ainsi que des installations de gestion des eaux du site (station de traitement, lagunes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection précédente (2021);
- incendie local broyeur (2022);
- sujets divers: émissions hors site, rejets cheminée principale et déchlreuse;
- porter à connaissance du 26/10/2020 réagencement de cuves de stockage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, de son intention de transmettre la notice de révision de son étude de dangers avant fin 2022. Un bureau d'études a été prévu en ce sens pour accompagner l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	2021-FSNC3 SGS surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
12	2021-O5 Ressources en eau d'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2019, article 5	/	Sans objet
13	2021-O6 -O7 POI- habilitation électrique- déclenchement POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V	/	Sans objet
14	2022-1-tri à la source des déchets	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D 543-281	/	Sans objet
15	2022- 2-Projet de modification: déplacement zones d'entreposage	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L 181-14	/	Sans objet
16	2022-3-Mesures d'urgence suite à l' incendie du 11/01/2022 sur le broyeur	AP de Mesures d'Urgence du 14/01/2022, article 5	/	Sans objet
17	2022-4- Propreté	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 11.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	2021-R3-études analyse de risque déchlorureuse, broyeur, enceintes sous vide	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 12.2 & 12.3	/	Sans objet
2	2021-NC1- Inspection périodique ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 & 16	/	Sans objet
3	2021-NC2- Requalification périodique ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Sans objet
4	2021-FSNC1-point 3 SGS recensement équipements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 – annexe I point 3	/	Sans objet
5	2021- FSNC2 Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	2021-FSNC2 Intégration POI produits de décomposition des fumées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet
7	2021-FSNC3 SGS gestion situation d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 5	/	Sans objet
9	2021-O1 Inventaire des stockages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
10	2021-O2 Inventaire PMII du 23/11/2012	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	/	Sans objet
11	2021-O4-Plan du site à jour et complet	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 25	/	Sans objet
18	2022-5-émissions diffuses	AP Complémentaire du 27/10/2017, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enceintes sous vide ne sont pas remises en fonctionnement (définitivement arrêtées selon l'exploitant). L'exploitant constate une baisse de son activité du fait de la diminution des transformateurs aux PCB à dépolluer. A la suite de l'inspection faite en 2021, l'exploitant a globalement répondu aux écarts et remarques faites. Il reste à préciser le contenu du SGS (point 6), expliquer la différence entre le volume de la réserve d'eau incendie effectivement sur le site et le volume prescrit, et indiquer qui déclenche le POI notamment hors heures ouvrées.

Les nouveaux points contrôlés conduisant à des constats avec suites à donner, concernent la gestion de déchets, des informations complémentaires à fournir au sujet du porter à connaissance, et les conditions de remise en service du broyeur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 2021-R3-études analyse de risque déchloreuse, broyeur, enceintes sous vide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 12.2 & 12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes- localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>12.2 Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté[...]</p> <p>12.3 L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.[...]</p>
<p>Constats : Une étude des risques liés à la déchloreuse de juillet 2019, un tableau ARISKAN concernant les risques liés aux enceintes sous vide, et une analyse AMDEC du broyeur de janvier 2020 ont été transmis par courriel du 9/04/2021. Puis, l'exploitant a transmis à notre demande par courrier du 03/06/2022 un bilan des mesures prises sur la base des recommandations faites .Ce bilan précise les mesures prises, et les mesures non mises en oeuvre avec les motifs de non prise en compte. Les enceintes sous vides ne sont plus en service à ce jour.</p>
<p>Observations : Ces études et le bilan des études concernant la déchloreuse et le local broyeur seront intégrés au réexamen de l'étude de dangers (fin 2022). Il est à cette occasion confirmé, s'il y a lieu, qu'ils ne remettent pas en cause les conclusions de la dernière étude de dangers (pas de nouvel accident majeur identifié dans la grille de criticité). À défaut, le ou les scénario - s correspondant - s est (sont) modélisé-s et cartographié -s dans le cadre du réexamen précité. L'abandon de l'exploitation des enceintes sous vide sera également à confirmer le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : 2021-NC1-Inspection périodique ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 & 16
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 15 : L'inspection périodique (IP) a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de mise en service ou, de la précédente IP ou requalification périodique (RP). Elles sont fixées ci-après,[...]Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les IP est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première IP suivant mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour des équipements qui ont fait l'objet de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté[...]. Art 16 : Contenu de l'inspection périodique [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements sous pression selon l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 a été transmise le 06/08/2021. Les équipements en retard d'inspections périodiques ont été remplacés. Il n'y a plus d'appareils signalés "en retard de contrôle" dans la liste.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit veiller à tenir cette liste à jour. Les appareils dits "HS" (sauf mise au chômage au sens de l'AM du 20/11/17) ne doivent plus figurer. En particulier s'ils ne sont plus conformes, l'interdiction de remise en service est formalisée par exemple sous une forme matérialisée s'ils sont maintenus sur le site (comme le prévoit l'article 25 de l'AM du 20/11/2017).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : 2021-NC2-Requalification périodique ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique ESP
Prescription contrôlée : I- L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...].
Constats : La liste des ESP au titre de l'article 6-III de l'arrêté du 20/11/2017 du 06/08/2021 ne présente plus d'équipements en retard de requalification périodique (dépoussiéreurs hors service, GITRAL remplacé).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : 2021-FSNC1-point 3 SGS recensement équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 – annexe I point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des équipements visés à la section I AM du 4/10/2010 et des ESP
Prescription contrôlée : Art 8 : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité (SGS). [...]. Le SGS est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté [...]. Annexe : [...]Le SGS définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : - le recensement des équipements visés à la section I de l'AM du 4/10/2010 ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'AM du 15/03/2000 relatif aux ESP...
Constats : L'exploitant a intégré le fait que la liste à tenir à jour au titre de l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 visant les équipements sous pression, est concernée par le recensement et les dispositions qui en découlent, du point 3 du SGS (point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014). Un extrait du SGS daté d'avril 2022 a été transmis confirmant ce point.
Observations : On note que la liste des ESP a été actualisée par rapport à celle transmise en 2021 (trois dépoussiéreurs mis en service)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : 2021- FSNC2 Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Intégration du suivi environnemental dans les POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés à l'article L 515-32 du CE, le POI comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le POI précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvements à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser ces prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans les délais adéquats en cas de nécessité.les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions[...]. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Constats : Le POI a été actualisé et une version du 30/05/2022 a été transmise.</p> <p>Un chapitre intitulé "Remise en état du site" est consacré à la remise en état du site. Il correspond au point j de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.</p> <p>Un chapitre intitulé "Prélèvements dans l'environnement post-accident" intègre des éléments prévus au point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014. Cependant, des échanges sont en cours avec les prestataires (Air PDL, expert) qui pourraient conduire à modifier ces éléments (interrogations sur l'adaptation des moyens de prélèvement au type d'émission par l'exploitant, notamment les dioxines/furannes).</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il prévoit donc d'actualiser ce POI sur le point ci-dessus, à la suite des échanges ci-dessus, ainsi qu'à l'occasion de la révision de son étude de dangers (fin 2022).</p> <p>L'exploitant tient informé l'inspection des installations classées de la mise à jour du POI et notamment des dispositions prises pour répondre au point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, applicable à compter du 01/01/2023.</p>
Observations : Il est rappelé à l'exploitant que toute modification du POI doit être transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : 2021-FSNC2 Intégration POI produits de décomposition des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, identification des produits de décomposition des fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il s'appuie sur un bureau d'études pour définir les produits de décomposition des fumées. Cette affaire sera prise en compte dans le cadre de la révision de l'étude de dangers (fin 2022).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : 2021-FSNC3 SGS gestion situation d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 5
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des situations d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant a présenté un document "planning prévisionnel de test de planification des situations d'urgence" Selon un extrait du SGS (avril 2022), des mesures de réaction à une situation d'urgence sont mises en place. Elles prévoient notamment le POI, la formation aux risques (ESI/EPI, ...), etc. Selon ce même extrait, un planning minimum de test à réaliser par année est défini, dont un exercice POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance des performances des objectifs de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis une procédure "Prévention des situations d'urgence et capacité à réagir".</p> <p>Il est indiqué que l'objectif est de tester des situations d'urgence et de valider la bonne tenue des éléments de maîtrise d'un risque ou d'en identifier de nouveaux. Le lien avec le planning prévisionnel de test des situations d'urgence est rappelé ainsi que le lien pour l'enregistrement des incidents/ accidents.</p> <p>Cette procédure n'est pas spécifique à APROCHIM à Grez en Bouère mais est générale au groupe CHIMIREC. De fait, il n'y a pas de mention sur le retour d'expérience vis-à-vis notamment des niveaux de risque initial évalué dans l'étude de dangers (barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques).</p> <p>Le chapitre 5.1.3 "Retour d'expérience" de la procédure évoquée plus haut, ne précise pas que ce REX pourra être utilisé dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers.</p> <p>Le SGS version avril 2022 ne mentionne pas cette procédure. Il évoque toutefois la gestion du retour d'expérience, avec la réalisation des tests de situation d'urgence, et la remontée d'information en cas d'incident, la mise en œuvre d'actions correctives. Il est indiqué seulement les principes généraux de communication en cas d'accident majeur sur le site APROCHIM conduisant le déclenchement du POI.</p> <p>Cette partie du SGS ne fait donc pas de lien avec l'étude de dangers et le retour d'expérience vis-à-vis des scénarios identifiés, ou non identifiés dans cette étude (résultant notamment d'événements accidentels ou d'incidents postérieurs à l'étude de dangers, éventuellement dans un autre établissement du groupe et susceptibles de se produire sur le site).</p> <p>En retour du présent rapport, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées comment le SGS, point 6, permet notamment de surveiller le risque estimé initialement dans l'étude de dangers (EDD), et d'enregistrer le retour d'expérience incident/accident (le cas échéant à l'échelle du groupe), postérieur à cette EDD, en vue de la faire évoluer, autant que de besoin, et pour évaluer les actions correctives ou de prévention mises en œuvre issues du REX, le cas échéant, en particulier sur le site APROCHIM.</p>
<p>Observations : Il existe des documents expliquant ce qui est attendu du SGS par l'inspection : https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/241-Guide%20SGS_Diffusion.pdf</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées gestion d'un événement accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats : En 2021, il a été demandé l'inventaire global des stocks à Aprochim. Cet inventaire reprenait sous la rubrique 2718-1, 150 t max pour les citernes d'huiles <50 ppm correspondant à 100 m³ d'huiles non contaminées dans les cuves E (E1 et E2). L'exploitant devait justifier ce tonnage (comment a été déterminé ce tonnage au regard du volume). En effet, pour les huiles dé chlorées sous la même rubrique, on retrouve un ratio volume/ tonnage de 1/1.</p> <p>Selon le courrier de réponse de l'exploitant du 6/08/2021, la conversion volume/tonnage des huiles < 50 ppm et déchlorée est bien de 1/1. En revanche le volume pris en compte est basé sur l'APC du 27/10/2017 article 3.2.3 qui indique un volume d'huile non contaminée de 150 m³ traduit dans l'inventaire à 150 t.</p> <p>Afin de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, l'inspection des installations classées confirme que l'état des stocks exigé à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 doit permettre de répondre à l'objectif de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Il ne s'agit pas de reprendre les valeurs (en général maximales) de l'arrêté préfectoral.</p>
Observations : Il n'a pas été demandé de nouvel état des stocks au cours de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : 2021-O2 Inventaire PMII du 23/11/2012

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et de l'exploitation des installations en sécurité.
Constats : Selon les informations portées à la connaissance de l'inspection des installations classées, il n'y a pas d'équipement soumis à l'AM du 04/10/2010 section I (plan de modernisation des installations classées ou PMII). Toutefois, le rapport d'un organisme tiers du 23/11/2012 sur le sujet a proposé des mesures de prévention supplémentaires qui pourraient être mises en place. Il a donc été demandé lors de la précédente inspection de faire le point sur la mise en place de ces mesures. Le courrier du 3/06/2022, comprend un bilan du rapport PMII. Les suites données aux préconisations de ce rapport sont précisées.
Observations : Les points concernant le PMII peuvent également être intégrés au point 6 de la notice de réexamen (avis du 8/02/2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées de statut Seveso seuil haut)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : 2021-O4-Plan du site à jour et complet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général de tous les réseaux tenu à jour
Prescription contrôlée : Le plan général avec tous les réseaux doit être tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Un plan à jour a été produit et un exemplaire remis (version du 14/12/2021). il intègre des informations manquantes signalées lors de la précédente inspection faite en 2021.
Observations : Les appellations des bâtiments et zones de travail reportées sur le plan de zonage du document d'accueil des visiteurs sur le site sont différentes de celles indiquées sur ce plan. Pour faciliter la compréhension de l'établissement par exemple en cas d'intervention d'un service de secours, une mise en cohérence des appellations est souhaitable et pertinente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2019, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, ressources en eau et confinement eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie....En plus des extincteurs, le site est équipé d'une réserve en eau incendie d'une capacité de 500 m³ implantée au nord/ouest et aménagée pour l'accès des services de secours. Outre la réserve incendie du site, deux poteaux incendie sont implantés sur le domaine public à l'entrée du site. Une convention de mutualisation de moyens est également active avec la société BRENNTAG afin de pouvoir utiliser leur réserve de 400 m³ si besoin....</p>
<p>Constats : Une convention de mutualisation de la réserve d'eau de lutte contre l'incendie du voisin BRENNTAG a été signée en 2015 (copie du document fournie dans son courrier de réponse du 06/08/2021). L'exploitant indique également dans son courrier de réponse du 06/08/2021 à l'inspection des installations classées à la suite de l'inspection de 2021, les résultats des derniers contrôles réalisés sur les poteaux incendie sur le domaine public à proximité du site. Dans le POI, cette réserve d'un tiers (comme celle sur le site) et les deux poteaux du domaine public sont intégrés. A noter toutefois que le volume de la réserve d'eau du site mentionné dans le POI (400 m3) est différent de celui prescrit à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29/04/2019 (500 m3). L'exploitant précise en retour du présent rapport à l'inspection des installations classées, le volume de cette réserve après vérification. Il indique si ce volume ne correspond pas à 500 m3 minimum requis, les raisons qui expliquent un volume différent sur le terrain (400m3). Il propose en retour du présent rapport à l'inspection des installations classées, les mesures envisagées ou déjà en place, pour compléter cette réserve afin d'atteindre 500 m3. Si ce dernier volume n'est plus adapté au site, il justifie sur la base par exemple de la note technique de référence D9, le volume minimal à retenir et, le cas échéant, les mesures prises pour disposer à minima de ce volume, toujours disponible sur site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Coupure générale transfo électrique et déclenchement POI
<p>Prescription contrôlée : Doivent figurer dans la mise à jour du POI après le 31/12/2021 : - nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence... ; - Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;...</p>
<p>Constats : Selon l'exploitant, il n'est pas nécessaire d'avoir une habilitation électrique pour la coupure générale de l'alimentation alimentation. La fiche 4 du POI version du 30/05/2022 mentionne un titulaire DOI et deux suppléants en précisant leurs fonctions au sein du site. Toutefois, en dehors des périodes d'activités, il n'est pas indiqué qui précisément déclenche le POI. Il convient donc de mieux préciser qui fait quoi pendant cette période (page 47 et/ou fiche 4 relative à l'organisation des secours).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D 543-281
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p> <p>Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation. [...]</p> <p>Constats : Dans le hall 10, il est constaté une benne avec un étiquetage "bois-papier" qui contient des déchets divers.</p> <p>En réponse au présent rapport, l'exploitant précise la nature des déchets métalliques cités ci-dessus (notamment s'il s'agit de déchets dangereux, souillés par une ou plusieurs substances) et les mesures prises pour respecter l'article D543-281 en vue de trier les différentes catégories de déchets à la source, et favoriser leur valorisation ultérieure, avec échéancier de réalisation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/01/2020, article L 181-14
Thème(s) : Situation administrative, réagencement des cuves C et E
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 26 octobre 2020 un porter à la connaissance du Préfet concernant une demande de réagencement des rétentions des cuves C et E.</p> <p>La zone des cuves "C" est dédiée au stockage des contenants liquides (huiles, eau, boues < 50 ppm ou en cours d'analyse, etc.). Sur cette zone, le projet vise à supprimer les cuves C2 et C6 et à ne conserver que la cuve C3 renommée C1 (pas de changement de capacité). Cette cuve C1 est maintenue vide en exploitation courante et n'est destinée qu'à servir de secours. La zone C ne contient donc plus de déchets liquides.</p> <p>--> La cuve nouvellement dénommée C1 sert en cas de secours. L'exploitant doit préciser le type de produits potentiellement entreposés et les effets potentiels associés, ainsi que la ou les rubrique-s sous laquelle (lesquelles) cette cuve doit, s'il y a lieu, être prise en compte.</p> <p>La zone "E" est dédiée au stockage de liquides < 50 ppm. La cuve E3 sur cette zone est consignée (comme pour la nouvelle cuve C1). Cette cuve présentant des risques d'étanchéité, l'exploitant envisage de la remplacer par la cuve C6 démantelée de la zone C et renommée E5. Dans cette cuve, l'exploitant envisage d'entreposer de l'eau en mélange avec des huiles <50ppm de PCB. L'exploitant indique que cette modification vise à limiter le nombre de GRV utilisés sur le site afin d'éviter les manipulations et les risques de fuites.</p> <p>--> Un classement sous la rubrique 2718 est proposé par l'exploitant pour prendre en compte cette nouvelle cuve E5. L'inspection indique que le projet tel que présenté vise à regrouper des entreposages actuellement réalisés dans des GRV sur le site dans cette cuve et qu'il est donc réputé sans impact sur le classement des activités du site.</p> <p>La provenance des eaux entreposées doit être indiquée. L'impact sur les GRV est à quantifier (nombre de GRV supprimés), ainsi qu'éventuellement le classement antérieurement retenu ou à retenir pour ces stockages.</p> <p>--> L'impact éventuel sur le calcul des garanties financières est à apprécier.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : 2022-3-Mesures d'urgence suite à l'incendie du 11/01/2022 sur le broyeur

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/01/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service du broyeur
Prescription contrôlée : La remise en service de l'unité de broyage du hall 3 affectée par l'incendie du 11 janvier 2022 est conditionnée à la transmission à l'IIC de la présentation des dispositions prises pour la remise en état des équipements de broyage et de ses dispositifs de sécurité, accompagnée des mesures techniques et opérationnelles en place ou envisagées [...]
Constats : Le jour de la visite le broyeur est à l'arrêt. Il n'a pas été remis en service. Dans son courrier du 24 janvier 2022, l'exploitant indique les mesures à moyen terme prévues, notamment l'intégration d'une extinction automatique au dépoussiéreur de la ligne de broyage, la mise en place d'une solution de visualisation en sortie de granulateur, une surveillance des températures prévue l'été en cas de bourrage élargie toute l'année (caméra thermique), une analyse des suivis de températures pour proposition de mesures supplémentaires. Un rapport KAYA est joint au courrier et évoque d'autres pistes, notamment une procédure spécifique pour le broyage des bobines qui apporte une quantité de papier significative et la mise en place d'un dispositif de détection du colmatage du granulateur. La mise en place du système d'extinction du dépoussiéreur a été commandée auprès du prestataire SONATECH. Le jour de la visite le système n'est pas en place. Il s'agit d'un système d'extinction par eau pressurisée activé manuellement. La solution de visualisation n'a pas été retenue par l'exploitant. Les autres mesures n'ont pas été mises en œuvre le jour de la visite. --> Un bilan des actions indiquées dans le courrier du 24 janvier 2022 est à présenter à l'inspection : actions mises en œuvre ou non avec motivations, actions nouvelles suites à l'analyse des suivis de températures par exemple, etc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : 2022-4- Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Présence taquet en bois dans un hall
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés [...]
Constats : Le jour de la visite, un taquet en bois est posé par terre dans le bâtiment dédié au stockage et au traitement des appareils contaminés. Ce taquet même s'il ne constitue pas une gêne à la fermeture des portes de sectionnement entre les 2 halls 3 et 4 du bâtiment le jour de la visite, est susceptible de le devenir compte-tenu de son positionnement à côté de la porte de sectionnement.
Observations : En dehors du constat ci-dessus, les locaux visités sont globalement maintenus propres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses
Prescription contrôlée : Pour limiter les émissions diffuses, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions organisationnelles. (...) la zone rouge est munie de dispositif d'aspiration maintenant en permanence en dépression les bâtiments de traitement des transformateurs au PCB.
Constats : Lors de la visite du site, il est constaté la bonne fermeture des portes et ouvrants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet